



CENTRO STUDI SUL FEDERALISMO

A
I
Lecture
Spinelli
e
r
o

Lecture 2005

Tzvetan Todorov

L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

Turin, 31 mai 2005
Aula Magna, Università degli Studi di Torino

Tzvetan Todorov

L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

La démocratie moderne part de l'idée d'autonomie, autrement dit de l'exigence qu'on se donne soi-même ses règles de vie ; et elle la déploie sur deux plans, celui de la collectivité, donc du pays et du peuple, et celui de l'individu. Le peuple souverain que l'on trouve dans une démocratie ne reçoit pas passivement ses lois et ses institutions de la part de Dieu ou de la tradition ; bien au contraire, elles sont le résultat de sa propre volonté. L'individu, à son tour, exerce aussi une forme de souveraineté : alors que la sphère publique est régie par la volonté du peuple, il dispose, lui, d'une sphère privée sur laquelle aucun pouvoir extérieur, ni celui de l'Etat ni celui des traditions, ne doit avoir prise.

Le grand ennemi de la démocratie au XXe siècle, le totalitarisme, s'est attaqué simultanément à ces deux grands principes, mais de ma-

nière différente. Tout en se réclamant de la légitimité populaire, l'Etat totalitaire, qui contrôle étroitement son peuple, vide l'exigence de souveraineté de son contenu : les élections ne sont plus qu'un enregistrement mécanique des décisions prises par les cercles gouvernants. En même temps, ce régime refuse ouvertement le respect des libertés individuelles, en réglementant la vie tout entière de chacun : son lieu de résidence, son droit – ou non – de se déplacer, le logement qu'il habiterait, les études qu'il aurait le droit de faire, le travail qu'il pourrait entreprendre, et ainsi de suite.

Le conflit entre démocratie et totalitarisme a dominé le XXe siècle en Europe et il est responsable de millions de victimes. Depuis cet événement symbolique de l'année 1989 qu'a été la chute du Mur de Berlin, cette confrontation appartient au passé. Pourtant, en ce début du XXIe siècle, on ne peut dire que la démocratie ne court plus aucun danger. Mais ses ennemis ont changé. Dans le conflit avec le totalitarisme, elle affrontait des forces qui empêchent la liberté de chacun ; il s'agissait donc d'un renforcement du collectif au détriment de l'individu, ce collectif lui-même étant soumis à un petit groupe de dirigeants tyranniques. Or aujourd'hui, en Europe, la menace première qui pèse sur la démocratie ne provient pas d'une expansion démesurée de la collectivité ; elle réside plutôt dans un renforcement sans précédent

de certains individus, qui du coup met en danger le bien-être de la société dans son ensemble.

Une première forme de menace pesant sur le groupe de la part de certains individus était déjà bien connue des démocraties anciennes. C'est la majorité qui décide dans une démocratie, or la majorité des citoyens n'est pas éclairée : chacun a ses propres soucis, il ne connaît pas bien les affaires communes, qui sont du reste souvent fort complexes ; il écoute donc volontiers les conseils des plus compétents. Pourtant, lui apparaissent comme compétents non forcément les détenteurs du savoir mais ceux qui savent lui parler de manière convaincante, les maîtres du discours : les sophistes. La démocratie est constamment menacée par la démagogie, le beau parleur risque d'emporter la conviction (et le vote) de la majorité, au détriment d'un conseiller plus raisonnable mais moins éloquent.

Or cette menace de démagogie, déjà présente dans l'Antiquité, s'est trouvée multipliée par mille dans la modernité, grâce à l'omniprésence des médias de masse : presse, radio et, surtout, télévision. Nous croyons prendre tout seuls nos décisions ; mais si tous les grands médias, du matin au soir et jour après jour, nous renvoient le même message, nous disposons de très peu de liberté pour former nos opinions. Nos impératifs d'action sont fondés sur les informations dont nous

disposons sur le monde ; or ces informations, à supposer même qu'elles ne soient pas fausses, ont été sélectionnées, triées, regroupées pour nous conduire vers telle conclusion plutôt que vers telle autre. Pourtant, les organes d'information n'expriment pas la volonté collective, et pour cause : l'individu doit pouvoir juger par lui-même, et non sous la pression des décisions provenant de l'Etat. Seulement, dans l'état actuel des choses, il risque de recevoir une information tout aussi uniformisée que si elle provenait de l'Etat, mais décidée par un seul individu, ou un groupe d'individus. Il est possible aujourd'hui – si l'on a beaucoup d'argent ! – de s'acheter une chaîne de télévision, ou cinq, ou dix, plus des stations de radio, plus des journaux, et de leur faire dire ce que l'on souhaite, pour que leurs consommateurs, lecteurs, auditeurs et spectateurs, pensent à leur tour ce que l'on souhaite. Dans ce cas, ce n'est plus d'une démocratie qu'il s'agit, mais plutôt d'une ploutocratie : ce n'est pas le peuple qui a le pouvoir, c'est tout simplement l'argent. L'individu puissant impose sa volonté à la majorité.

Un second domaine dans lequel nous sommes confrontés à une nouvelle puissance de l'individu est celui auquel se réfèrent des termes comme mondialisation ou globalisation. Ces mots désignent aussi, il est vrai, la multiplication de contacts économiques entre les différents pays

du globe. Mais ils ne mettent pas en évidence le changement le plus important, pour le destin des populations concernées, à savoir que l'économie globale échappe désormais au contrôle politique des Etats. Ceux-ci peuvent à la rigueur défendre leurs frontières - mais l'argent ne s'arrête pas aux frontières. Un individu ou un groupe d'individus, qui ne bénéficient pourtant d'aucune légitimité politique, sont capables, en cliquant sur leur ordinateur, de garder leurs capitaux sur place ou de les transférer ailleurs, et par là de plonger un pays dans le chômage ou bien de lui éviter la catastrophe immédiate. Ils peuvent provoquer des troubles sociaux ou aider à les écarter. Ils sont donc, à leur tour, des individus pourvus d'une grande puissance - or les mettre face à leurs responsabilités n'est guère facile.

Enfin, une troisième forme de montée en puissance des individus, et dont les inconvénients sont les plus voyants, c'est le terrorisme. Les attentats perpétrés récemment ici ou là ne sont plus le fait d'Etats conduisant une politique agressive, mais d'individus ou de groupes d'individus. Avant, seul un Etat, et encore parmi les plus puissants, pouvait organiser une action aussi complexe que les explosions de New York, d'Istanbul ou de Madrid ; cette fois-ci, elle a été l'oeuvre de quelques dizaines de personnes. Aujourd'hui, les progrès technologiques rendent la fabrication d'armes dan-

gereuses accessible aux groupes de particuliers. Ces armes coûtent en même temps de moins en moins cher ; et la miniaturisation permet de les transporter plus facilement. Un téléphone portable suffit aujourd'hui pour déclencher une explosion – voici que l'objet le plus commun devient une arme dangereuse !

Tout se passe comme si le monde imaginé naguère par George Orwell, celui où s'affrontaient quelques immenses empires totalitaires, avait cédé sa place au décor dans lequel évoluent les ennemis de James Bond, dans les romans de Ian Fleming : le 11 septembre 2001, l'empire a tremblé devant les agissements d'un milliardaire mégalomane qui, à partir de ses grottes souterraines, avait envoyé des avions suicides contre les grandes villes américaines... Les malfaiteurs ne sont plus des Etats ; ils peuvent donc se cacher sans trop de peine et échapper à toute riposte militaire : un individu n'a pas de territoire, ils proviennent de plusieurs pays, mais ne s'identifient à aucun d'entre eux ; ce sont des apatrides.

Si, à travers des domaines aussi différents que les médias, la mondialisation économique ou le terrorisme, nous identifions le principal danger pour la démocratie comme celui qui provient de l'impossibilité de restreindre l'action des individus, il s'ensuit que le premier moyen pour écarter ce danger est de renforcer l'action des instances

collectives, donc des Etats ou des groupes d'Etats. Ce renforcement ne signifie pas nécessairement une diminution des libertés individuelles : ce qu'il faut limiter n'est pas la liberté des individus mais leur puissance. Il faut que la société assure la pluralité de l'information avec beaucoup plus de vigueur qu'elle ne le fait aujourd'hui ; une situation où le chef du gouvernement est en même temps le propriétaire de nombreux médias ne devrait pas être permise. L'Etat devrait assurer la présence de plusieurs points de vue dans les médias, et non seulement celui du parti au pouvoir. De même pour la mondialisation : l'économie est plus efficace lorsqu'elle permet la libre initiative des individus, mais l'économie ne dit pas le dernier mot de la vie sociale. C'est à la société dans son ensemble qu'il revient de fixer les limites de son action et de la plier à des exigences politiques et sociales, décidées en commun. Il ne s'agit pas d'empêcher la mondialisation mais d'en prévenir les effets pervers.

En ce qui concerne les actions terroristes, il est également clair qu'un Etat fort est la première condition de la lutte contre elles. C'est pourquoi, si le gouvernement de notre pays veut aider le combat anti-terroriste dans un pays étranger, il ne devrait pas chercher à affaiblir son gouvernement – à la manière dont Israël a sapé le pouvoir de l'Autorité palestinienne ou, sur une toute autre

échelle, dont les Etats-Unis ont renversé le gouvernement de l'Irak : l'absence de gouvernement, ou la présence d'un gouvernement faible, rend les actions terroristes plus faciles, comme nous pouvons le constater tous les jours. Une chose est pire qu'un mauvais Etat, c'est l'absence de tout Etat : la tyrannie de l'un se trouve remplacée par la tyrannie de tous, or l'anarchie est pire que la tyrannie. C'est la leçon qu'on peut tirer aussi bien de la décomposition des anciennes dictatures communistes, remplacées par le règne des mafias, que du chaos irakien actuel.

L'Etat doit se renforcer, disais-je. Mais de quel Etat s'agit-il ? Nous savons bien qu'aujourd'hui des Etats comme la France ou l'Allemagne, l'Italie ou les Pays-Bas sont quasiment impuissants s'ils doivent lutter séparément contre les dangers qui les menacent. Les moyens de communication, tout comme les capitaux, sans rien dire des terroristes, se jouent aisément des frontières d'un pays. La seule chance que nous ayons de pouvoir les contrôler consiste à se placer à l'échelle du continent, c'est-à-dire dans le cadre de l'Union européenne. Or un événement vient de se produire qu'on n'aurait pas pu prévoir au moment où j'acceptais l'invitation du Centre des études sur le fédéralisme : c'est le non au référendum français sur la constitution européenne. Je ne peux me permettre de passer sous silence cet épisode qui

va en sens inverse à celui de mes analyses. Ce vote ne provoquera pas, du moins je l'espère, une crise majeure dans l'Union européenne : il proposait un choix entre un oui de changement et un non d'immobilisme, c'est l'immobilisme qui a gagné, non la destruction de l'Europe existante. Même s'il ne faut pas exclure un impact symbolique négatif chez les partenaires de la France, son résultat consiste à prolonger le statut quo, il représente moins une perte qu'un manque à gagner. Ce vote risque de retarder la construction européenne, non de l'arrêter ; il est vrai que, pour des personnes aux cheveux blancs comme moi, un tel retard peut s'avérer irrémédiable...

Le vote a eu lieu, les Français doivent en accepter les résultats. Aujourd'hui, deux questions me paraissent urgentes à débattre : quelles sont les raisons de ce vote et quelles conséquences devons-nous tirer pour la construction de l'Europe ? On pourrait, bien sûr, se contenter d'attribuer ce vote à quelques particularités de la culture politique française. Tous les observateurs étrangers de la vie politique présente et passée de la France connaissent son faible pour les révolutions manquées au détriment des réformes réussies, son penchant pour les discours enflammés suivis d'actes pusillanimes, le singulier équilibre qu'elle sait maintenir entre admiration déclarée pour l'esprit radical et conservatisme viscéral. On sait bien que l'arti-

culatation de ces deux ingrédients de l'identité culturelle française produit parfois des résultats paradoxaux, comme récemment dans le domaine de l'éducation ou encore dans celui de la protection sociale, où les manifestations de rue et les grèves se font au nom de la défense des privilèges acquis. Il y a certainement de cela dans les résultats du référendum récent, mais il y a plus que cela ; ce qui s'est produit le 29 mai 2005 comporte une signification qui intéresse tous les Européens.

Il faut commencer par s'interroger avec attention sur les raisons de ce vote, car les explications couramment avancées par ses défenseurs ne paraissent pas satisfaisantes. On disait, à droite, ou plutôt à droite de la droite, que l'adoption de la constitution risquait d'affaiblir la place de la France en Europe ; or, par rapport aux traités existants, la constitution proposait de renforcer cette place. On disait à gauche, ou plutôt à la gauche de la gauche, que la constitution allait affaiblir la protection sociale des Français. Pourtant, comparée une fois de plus aux règlements européens en vigueur, elle les consolidait ! On est bien obligé donc de passer au-delà des justifications avancées, pour comprendre les véritables motivations de cet étrange comportement.

Je rappelle le contexte de cette consultation. Proposée au vote populaire par le président de la République et son gouvernement, la constitution

européenne était soutenue par tous les partis politiques dits « de gouvernement », deux du centre-droit, UMP et UDF, et deux du centre-gauche, parti socialiste et parti des écologistes. Si le texte avait été soumis au vote du Parlement et du Sénat, il aurait été approuvé par environ 90 % des votants. Dans le référendum, ce texte a recueilli 45 % des suffrages. Il s'agit donc d'un rejet, non seulement de ce texte, non seulement de ce président et de ce gouvernement, mais aussi de l'ensemble des partis politiques démocratiques, ou modérés, voire du système parlementaire lui-même, puisque le choix de ces partis, constituant l'écrasante majorité des députés, se trouve rejeté par le vote populaire. C'est bien la raison pour laquelle les résultats du référendum français doivent intéresser au-delà des frontières françaises.

Ce que les électeurs français semblent reprocher globalement à leur classe politique est que ses membres ne s'intéressent qu'à une seule chose, la conquête et la conservation du pouvoir. Dans le pire de cas, celui-ci est mis au service de leur enrichissement personnel et de leur carrière, mais même en l'absence de ces abus il reste une fin en soi. Or le pouvoir politique ne devrait pas être fin, mais moyen en vue d'atteindre des objectifs qui lui sont supérieurs. Même s'ils ne s'y réfèrent pas à tout instant, les Français n'oublient pas que l'homme politique le plus en vue qu'ils aient eu au

XXe s., le général de Gaulle, incarnait une autre attitude à l'égard du pouvoir. A deux reprises en effet, de Gaulle a joué un rôle décisif dans le destin du pays, pour continuer la guerre contre l'Allemagne et pour arrêter celle contre l'Algérie ; et à deux reprises aussi il a abandonné volontairement le pouvoir non parce qu'il y été contraint par les électeurs, mais parce qu'il estimait qu'il n'était pas en état d'atteindre ses objectifs : en 1946, car la majorité ne voulait pas de sa constitution ; en 1969, car la majorité refusait sa réforme de la régionalisation. Les électeurs semblent mal tolérer l'incapacité des hommes politiques de montrer que garder le pouvoir n'est pas leur but ultime.

Le référendum sur la constitution lui-même a illustré de façon presque caricaturale la passion du pouvoir pour le pouvoir, en particulier chez les deux personnages politiques les plus en vue de chacun des deux camps, celui du oui et celui du non. En effet, la décision même de tenir un référendum, prise par le chef de l'Etat, n'allait pas de soi. Jacques Chirac savait bien que, au cours des deux consultations électorales précédentes, son parti avait perdu, et qu'il y avait donc risque de se voir encore infliger une défaite ; il savait également qu'un vote des parlementaires, voie parfaitement acceptable pour l'approbation du texte, lui était acquis. Il a cependant préféré prendre le risque de la défaite. Pourquoi ? Tout porte à croire

qu'il a fait là un choix purement stratégique : soumettre la question au référendum lui permettait de diviser l'électorat de gauche et donc de l'affaiblir, en vue des élections présidentielles suivantes, en 2007. La constitution européenne, dont le président Chirac est probablement un partisan sincère, a été sacrifiée à l'autel de son ambition personnelle, au désir de s'assurer que le pouvoir reste entre ses mains ou entre les mains de ses fidèles.

En face de lui, Laurent Fabius, membre du parti socialiste en désaccord avec sa direction et seul personnage politique de premier plan à s'être engagé dans la campagne pour le non, n'a pas agi différemment. Connu jusque là pour ses engagements pro-européens, il a provoqué la surprise en se lançant dans la campagne pour le non. Apparemment, lui non plus ne parvient pas à détacher son regard de l'élection présidentielle de 2007. Son objectif premier, dans cette optique, est de s'imposer comme le candidat incontournable de la gauche tout entière. Pour cela, il faut ratisser large, et notamment à gauche de son parti ; bien que probablement attaché à la construction européenne, il choisit pour cette raison de favoriser le non (« de gauche »). Lui aussi vient de réussir son coup, ses rivaux au sein du Parti socialiste sortent affaiblis de cette compétition. Chirac comme Fabius auront agi – du moins aux yeux de l'observateur

que je suis – en vue de la conquête du pouvoir, non pour mettre ce pouvoir au service d'une idée plus haute. Ils auront confirmé l'ironique constat de David Hume, au XVIIIe s., selon lequel tout homme préfère la destruction du monde à une égratignure de son doigt.

Les hommes politiques des partis traditionnels, se dit l'électeur de base, se soucient de leurs propres intérêts ; or ils ne continuent pas moins de prendre des décisions dont dépend ma vie. Ils ne me représentent pas, pourtant ils se prévalent de mon appui. Le référendum m'offre une occasion parfaite de montrer mon ressentiment. Je n'ai pas été consulté, poursuit sa diatribe cet électeur frustré, pour les différents traités qui régissent aujourd'hui mon existence, ni pour les élargissements successifs de l'Union européenne. Maintenant que l'occasion m'est offerte, j'exprimerai mon refus – non pas tant parce que le texte actuel est pire que les autres, il ne l'est pas, mais pour marquer mon désaveu de cette classe politique qui prend des décisions en mon nom sans que je la voie se mettre au service de mon intérêt. Un tel vote permet à l'électeur d'avoir l'impression qu'il reprend son destin entre ses mains, ce qui est après tout une définition de la démocratie : le pouvoir rendu au peuple.

Les résultats du référendum français révèlent donc les faiblesses de la démocratie contemporai-

ne. En même temps ils confirment une menace qui pèse sur elle, et qui est distincte de la menace dont j'ai parlé au début, celle des individus trop puissants, tout comme elle ne se confond pas avec les restes de pensée totalitaire, toujours présents parmi nous. Cette autre menace, c'est le populisme. Celui-ci s'est déjà manifesté, sous des formes légèrement différentes, en plusieurs pays d'Europe, en Italie comme en Autriche, au Pays-Bas comme au Danemark, en Belgique comme en France. Sa dernière manifestation éclatante dans ce pays datait des élections présidentielles de 2002. Au premier tour de celles-ci, l'alliance « objective » (comme on disait naguère) de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite avait provoqué la victoire de Le Pen sur le candidat de la gauche modérée, Lionel Jospin. Mais cette fois-ci l'événement est encore plus impressionnant : l'alliance hétéroclite de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite surpasse le score cumulé de tous les partis modérés, de gauche comme de droite.

On a donc assisté, au cours de cette campagne électorale, à des scènes étranges, où l'on voyait côte à côte les anciens ennemis irréconciliables, la droite nationaliste et le parti communiste, les trotskistes et le Front national, tous unis dans leur rejet de l'Europe libérale – un rejet du parlementarisme dont les lointains précédents datent des années d'entre les deux guerres, quand les ex-

trêmes de gauche et de droite rejetaient de concert les partis « bourgeois » du centre, attachés à la démocratie représentative. Une majorité a gagné le référendum du 29 mai, mais je ne me joindrai pas au chœur de voix qui célèbrent cette victoire : c'est pour moi celle du populisme, non celle de la démocratie.

A quoi se reconnaît le populisme contemporain ? Tout d'abord à un refus de s'ouvrir à l'autre. Le populiste croit au fond de lui que rien de bon ne peut venir de l'ouverture des frontières, c'est pourquoi il est anti-européen. Se voir à travers les yeux des autres ne l'intéresse pas. Le plombier polonais, censé venir voler notre pauvre plombier français (en réalité souvent portugais ou maghrébin, mais installé de plus longue date en France), car se faisant payer moins, est devenu le héros involontaire de la campagne référendaire. Les autres représentent une menace – restons entre nous. Ce n'est probablement pas un hasard si la population des grandes villes comme Paris ou Lyon, davantage en contact avec les étrangers, a voté massivement pour le oui, alors que celle des campagnes et des petits bourgs a préféré le non. De même, la partie la plus éduquée de la population a voté oui, à la différence de ceux qui craignent de se voir prochainement exclus de leur propre société.

Le populiste privilégie les intérêts immédiats au détriment des objectifs globaux et lointains.

Les grands mots, les idéaux sublimes sont laissés aux autres ; il se préoccupe des soucis quotidiens de chacun. Les choix des autres peuples l'intéressent peu. De même, les solutions qu'il propose ne souffrent aucune attente, les bénéfiques des mesures qu'il suggère doivent se matérialiser dans les jours qui suivent. Pour cette raison, le populiste préfère la continuité au changement, qui est un saut dans l'inconnu, il est conservateur plutôt que réformateur. Lui dire qu'une Europe politiquement forte pourrait mieux résister aux tentations hégémoniques des Etats-Unis ne l'ébranle pas, pas plus que ne le rassure la consolidation de l'espace économique européen en tant que régulateur de la mondialisation. Ces termes-là restent trop abstraits, lui est concerné par l'ici et le maintenant. La preuve : parmi les motivations du vote négatif, les électeurs français citent en premier lieu le chômage, en second le « ras-le-bol » général ; il était donc temps de montrer au gouvernement son mécontentement, or c'est lui qui nous a proposé cette constitution...

Le populisme se caractérise aussi par une tendance à éliminer les nuances et à refuser les pluralités ; il réduit toute situation à un choix simple : oui-non, bien-mal, ami-ennemi ; d'où ses affinités électives avec la procédure du référendum. Il refuse de reconnaître ce principe fondamental de l'action politique selon lequel chaque acquis a un

prix, et l'on ne peut avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre. Les partis modérés reconnaissent la pluralité, voire l'incompatibilité des intérêts au sein d'une même société, du coup ils aspirent à des solutions de compromis négociées et non imposées par la force ; l'adversaire ne devient pas ici un ennemi, on coexiste avec lui plutôt que de lui faire la guerre. Pour les forces d'extrême gauche, l'ennemi coupable est défini sur le plan social : ce sont les riches, les capitalistes, les bourgeois ; pour guérir la société, il faut les vaincre et les faire payer, sinon les éliminer (les dictatures communistes avaient mis en oeuvre ce programme). Pour les partisans de l'extrême droite, la faute en est, simplement, aux étrangers (le racisme n'est plus de bon ton aujourd'hui). Ces deux réponses radicales peuvent toutefois se rejoindre, le référendum français vient d'en donner la preuve. Le populisme est par principe hostile aux distinctions, ainsi il a refusé d'accepter celle entre le juridique et le politique : oubliant que la constitution doit former un cadre légal auquel auront à s'accommoder des majorités différentes, tantôt de gauche et tantôt de droite, il veut politiser la constitution pour pouvoir imposer à tous la même politique.

Pour résumer mon jugement : le référendum français a révélé les faiblesses de la démocratie contemporaine, mais le populisme constitue un remède pire que le mal. Où faut-il, alors, chercher

un meilleur remède ? Le débat là-dessus ne fait que commencer, et je ne prétends pas détenir toutes les réponses. Je me contenterai de formuler deux suggestions.

La première concerne notre classe politique. Je ne veux pas me bercer d'illusions : elle sera, inévitablement, constituée d'hommes et de femmes vulnérables et imparfaits, non de saints ni d'anges. Il faut néanmoins que la population du pays puisse s'y reconnaître davantage. L'action politique est affaire de volonté et de courage bien plus que de savoir, ce ne sont donc pas forcément les longues études qui y préparent le mieux. Germaine Tillon, qui avait vu de près et même participé à quelques-uns parmi les épisodes les plus périlleux de l'histoire de son pays, Deuxième Guerre mondiale et guerre d'Algérie, aimait dire qu'« un homme d'Etat ne se sélectionne pas par son diplôme ». Il serait souhaitable que davantage de représentants de toutes les couches de la population se retrouvent parmi nos dirigeants politiques, et qu'ils y apportent leur expérience d'engagement actif dans divers secteurs de la vie. Il serait souhaitable qu'ils pratiquent avec assiduité un langage de vérité, plutôt que de se conformer éternellement aux exigences du politiquement correct, donnant ainsi à leur compatriotes l'impression de rester bien loin de leurs préoccupations. Sans mettre en cause les principes de la démocratie représentati-

ve, ils pourraient ainsi lui donner une impulsion nouvelle.

La seconde suggestion concerne la place des valeurs. On croit trop facilement qu'un calcul rationnel des avantages à obtenir peut en tenir lieu, mais c'est là un choix à courte vue. Les Européens tiennent beaucoup à préserver les commodités de leur existence ; mais, peut-être même à leur insu, ils tiennent autant et plus à des privilèges impalpables, un mode de vie, une identité collective, des valeurs. Au cours de leur longue histoire, les peuples européens ont dégagé un certain nombre de ces valeurs ; il ne faut pas manquer de les rappeler. Pour les défendre dans le monde actuel, que ce soit face à des individus au pouvoir démesuré ou à d'autres pays qui poursuivent leurs propres objectifs, il n'est de meilleur cadre que celui de l'Union européenne, forte de ses 450 millions d'habitants.

Parmi les valeurs que l'Union européenne pourrait incarner et permettre ainsi à ses ressortissants de s'y reconnaître, je voudrais en retenir deux qui sont étroitement liées à son identité physique et à son passé. La première est une conséquence des données géographiques : sur une surface comparable en étendue aux Etats-Unis ou à la Chine s'est constitué non un Etat unique mais un ensemble d'une quarantaine d'Etats, qui ont été obligés de vivre les uns à côté des autres.

Cette promiscuité, cette pluralité de langues, de religions mais aussi de formations politiques, a nourri d'innombrables conflits et provoqué de millions de victimes ; toutefois, aujourd'hui les Européens peuvent en recueillir les effets positifs, qui sont la reconnaissance de la diversité humaine, la tolérance envers des moeurs et des opinions que l'on ne partage pas, le refus de traiter toute différence en termes d'« ami » et d'« ennemi », de bien et de mal. Ces choix permettent de refuser l'alternative stérile de l'autosatisfaction obtuse, d'une part, et l'autoflagellation stérile, de l'autre ; entre « mon pays a toujours raison » et « c'est la faute à ... l'Europe ». L'Union européenne constitue une tentative de réconcilier unité et diversité qui n'a aucun précédent dans l'histoire ; il ne faut pas s'étonner si elle ne progresse pas plus rapidement. Elle ne représente ni un empire, unifié par la volonté du plus fort, ni même un Etat fédéral centralisé, elle reste une union fédérale acceptant la pluralité de ses centres, incitant constamment d'établir des rapports de complémentarité plutôt que de hiérarchie. On peut imaginer des ensembles plus rigoureux, plus ordonnés, plus parfaits ; notre Union européenne qui favorise la recherche du compromis, le partage des pouvoirs, la cohabitation pacifique reste plus proche de l'imperfection de la vie.

Quant à l'histoire, retenons le choix de mener une politique séculière, ou comme on dit aussi

laïque, donc de séparer rigoureusement le sacré, réservé aujourd'hui à la sphère individuelle de chacun, des affaires de l'Etat. Ce principe, qui circonscrit la place de la religion mais aussi de toute morale et de toute idéologie, est lui-même l'héritage paradoxal d'une tradition religieuse, le christianisme, qui enjoint de rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.

L'adoption de ce principe est responsable non seulement de la séparation entre foi et raison, ou entre l'Eglise et l'Etat. Il nous met également en garde contre les substituts modernes des croyances anciennes, ces religions politiques qui ont joué un rôle si décisif dans l'histoire des deux derniers siècles en Europe. On sait qu'on a voulu légitimer les projets impériaux européens du XIXe siècle par le besoin d'assumer une mission civilisatrice, en apportant également la technologie, la médecine et la science européennes ; on sait aussi que la colonisation qui s'en est suivie a été rejetée violemment par les peuples colonisés, que l'on voulait rendre meilleurs sans tenir compte de leur propre volonté. Au XXe siècle, les religions politiques ont pris un visage encore plus menaçant, sous la forme d'Etats communistes et fascistes, conçus à leur tour comme chargés d'une mission, celle d'imposer à tous les citoyens la bonne manière de penser et à tous les autres peuples la soumission à une tutelle idéologique et militaire.

Les Européens ont payé un lourd tribut pour ces égarements, et ils continuent même, indirectement, à le faire ; de ce fait, ils sont, dans leur grande majorité, prémunis contre toute nouvelle idée d'une mission qui leur serait dévolue, celle par exemple d'apporter la liberté ou le bonheur à tous les peuples de la terre, serait-ce à la pointe de leurs baïonnettes – ou, faudrait-il plutôt dire aujourd'hui, suspendues à leurs missiles et à leurs bombes. Pour l'avoir fait dans le passé et en avoir subi les conséquences douloureuses, les Européens ne confondent plus le besoin de défendre leurs valeurs et leur territoire, y compris par des moyens militaires, avec la conviction qu'il faut imposer le bien à tous. C'est peut-être en cela que réside la différence la plus marquante entre les choix politiques favorisés des Européens et ceux du gouvernement actuel des Etats-Unis, qui justifie sa stratégie de contrôle de la planète par la mission dont il se croit chargé, celle d'apporter à tous « la liberté, la démocratie et la libre entreprise ».

Le rôle de la puissance politique, tel qu'on peut l'apprendre de l'histoire européenne, serait non de chercher à bâtir le paradis sur terre mais d'empêcher l'avènement de l'enfer. La tradition culturelle qui nous pousse dans cette voie mérite d'être protégée et chérie.

LECTURE ALTIERO SPINELLI

Le Centre d'Études sur le Fédéralisme organise annuellement une Conférence sur des thèmes d'actualité européenne, intitulée à Altiero Spinelli, un des grands pères du fédéralisme européen. La *Lecture Spinelli 2005* a été donnée par Zvetan Todorov.

Altiero Spinelli (1907-1986) écrivit avec Ernesto Rossi et Eugenio Colomni le "*Manifeste pour une Europe libre et unie*" (mieux connu comme "*Manifeste de Ventotene*") pendant la relégation dans l'île de Ventotene. Il fonda, en 1943, le Mouvement Fédéraliste Européen et, dans l'après-guerre, il fut un protagoniste de l'action pour la Fédération européenne. Membre de la Commission de Bruxelles au début des années Soixante-dix, il fit partie du premier Parlement européen élu à suffrage universel en 1979. Il fut l'auteur du Traité d'Union européenne en 1984.

Zvetan Todorov, est né à Sofia en 1939. En 1963 il se transfère à Paris, où étudie philosophie du langage avec Roland Barthes. Il enseigne en 1967-1968 à la Yale University et devient chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique de Paris (CNRS) ; il dirige le Centre de recherches sur les arts et le langage (CRAL) de 1983 à 1987. Après les premiers travaux de critique littéraire

dédiés à la poétique que des formalistes russes, l'intérêt de Todorov s'étend à la philosophie du langage, discipline qu'il conçoit comme partie de la sémiotique.

Dès années Quatre-vingt, les thèmes, déjà affrontés en littérature, de la diversité et de l'altérité, le portent à des recherches de type philosophique anthropologique comme *La conquête de l'Amérique* (1982) et *de Nous et les autres* (1989).

D'ici le parcours vers une réflexion critique sur le rôle du sujet dans l'histoire et du poids de la mémoire dans la vie quotidienne des individus et des peuples. Il publie *Les morales de l'histoire* (1991), *Face à l'extrême* (1991), une réflexion intense sur les victimes du lager et du gulag, et *Une tragédie française* (1994) qui le pousse à réfléchir sur le rôle de l'individu et sur sa responsabilité dans l'histoire. Todorov devient dans ces ans un point de repère pour la nouvelle culture occidentale. Son travail infatigable le pousse à compléter une autre recherche sur les racines et les raisons de la socialité de l'homme avec *La vie commune* (1995), *Le jardin imparfait* (1998) et le sage sur les totalitarismes *Mémoire du mal, tentation du bien* (2000). À signaler, finalement, les livres *Benjamin Constant. La passion démocratique* (1997) et *Le nouveau désordre mondial. Réflexions d'un Européen*, une réflexion lucide sur les prospectives géopolitiques de l'Europe et du monde contemporain.

Centro Studi sul Federalismo
Via Real Collegio, 30
10024 Moncalieri (TO) - Italy
Tel. +39 011 670 5024
Fax. +39 011 6705 081
info@federalismo.it
www.csfederalismo.it